

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 28/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SNS Industrie

9 rue de l'ingénieur Bertin
21600 Longvic

Références : 2025-161
Code AIOT : 0005401956

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement SNS Industrie implanté 9 rue de l'ingénieur Bertin 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite intervient dans le cadre du programme d'inspection 2025 de l'Unité Départementale de la Côte-d'Or. Elle consiste à réaliser le récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNS Industrie
- 9 rue de l'ingénieur Bertin 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401956

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SNS Industrie est autorisée par l'arrêté préfectoral du 8 avril 2005 à exploiter une activité de nettoyage de filtres et de décapage de pièces mécaniques d'une capacité maximale de traitement d'environ 180 000 m² de surface filtrante.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Circulation des effluents et localisation des rejets	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
2	Autorisation de raccordement	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Valeur limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
4	Gestion des ouvrages	AP Complémentaire du 29/12/2021, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets d'eaux industrielles ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2021 pour 9 des 16 paramètres surveillés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circulation des effluents et localisation des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de

rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Point de rejet 1	Point de rejet 2	Point de rejet 2	Point de rejet 3
	Coordonnées en Lambert 93	X: 47 29323Y : 5 03476	X: 47 29319Y : 5 03449	X: 47 29319Y : 5 03449	X: 47 29323Y : 5 03476
	Nature des effluents	Eaux domestiques et eaux vannes	Eaux pluviales de toiture	Eaux pluviales de voiries et parking	Eaux résiduaires et autres
	Réseau de collecte et traitement si existant	Collecte et réseau public d'assainissement	Collecte et réseau public d'eaux pluviales	Traitement préalable par un débouilleur- séparateur d'hydrocarbures et rejet dans le réseau public d'eaux pluviales	Collecte et traitement des eaux résiduaires par station d'épuration propre à l'établissement puis rejetées au réseau public d'assai- nissement
	Type de rejet en sortie du site	rejet canalisé vers la station d'épuration communale	rejet canalisé vers la station d'épuration communale	rejet canalisé vers la station d'épuration communale	rejet canalisé vers la station d'épuration communale
Pour un rejet canalisé vers la station d'épuration communale	Code station	60921231001	60921231001		60921231001
	Nom station	STEUDE DIJON	STEUDE DIJON	STEUDE DIJON	STEUDE DIJON
	Commune station	DIJON	DIJON	DIJON	DIJON
Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRDR11941	FRDR11941	FRDR11941	FRDR11941

	Nom masse d'eau	Ruisseau Le Suzon	Ruisseau Le Suzon	Ruisseau Le Suzon	Ruisseau Le Suzon
	Coordonnées en Lambert 93 au point de contact avec le cours d'eau	X = 8 5 7 2 0 0 Y = 6 6 8 9 9 1 0 (Station)	X = 8 5 7 2 0 0 Y = 6 6 8 9 9 1 0 (Station)	X = 8 5 7 2 0 0 Y = 6 6 8 9 9 1 0 (Station)	X = 8 5 7 2 0 0 Y = 6 6 8 9 9 1 0 (Station)
	QMNA5(enL/s)	1300	1300	1300	1300

Constats :

Le plan nommé « réseau eaux usées » a été vu par l'inspection.
Il présente les réseaux d'eaux usées et industrielles du site.

Les eaux industrielles sont constituées des eaux des cabines de lavage, du séchoir et des bains de traitement qui sont canalisées vers une cuve tampon extérieure enterrée d'une capacité de 6 m³. Cette cuve constitue aussi une rétention déportée pour le bâtiment de stockage.

Les eaux de la cuve sont ensuite traitées par une station physico-chimique avant d'être rejetées dans le réseau urbain d'eaux usées. Les eaux issues du filtre presse, après la station de traitement des eaux industrielles, retournent dans la cuve.

Une vanne trois voies est située juste avant la cuve tampon, elle permet de détourner les eaux vers le bassin de rétention extérieur en cas de nécessité.

La cuve tampon est curée tous les ans comme les équipements de la station de traitement, d'après l'exploitant, les déchets issus de ces curages sont envoyés vers des filières agréées.

Non-conformité :

La cuve tampon est soumise aux eaux météoriques, cela constitue une dilution interdite par la présente prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Autorisation de raccordement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif en application de l'article L.1331.10 du code de la santé publique.

Constats :

Le projet de convention de rejet de janvier 2021 a été transmis à l'inspection dans le cadre de l'instruction ayant abouti à l'APC du 29 décembre 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra l'autorisation de raccordement et la convention de rejet signées par le gestionnaire du réseau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Au point de rejet n°3, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux Maximum journalier (en g/j par défaut)	Périodicité minimale d'autosurveillance
pH	1302	compris entre 5,5 et 8,5		Journalière
Température	1301	≤ 30°C		Journalière
Débit	1552	Max jour: 6 m³/j		Journalière
MES	1305	200	1200	Trimestrielle
DBO5	1313	400	2400	Trimestrielle
DCO	1314	2000	12000	Trimestrielle
Azote global	1551	90	540	Trimestrielle
Phosphore total	1350	10	60	Trimestrielle
Plomb	1382	0,4	2,4	Trimestrielle

Cuivre	1392	0,5	3	Trimestrielle
Nickel	1386	0,8	4,8	Trimestrielle
Zinc	1383	0,8	4,8	Trimestrielle
Fer+ Aluminium	7714	5	30	Trimestrielle
AOX	1106	1	6	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	5	30	Trimestrielle
Ionfluorure	7073	20	120	Trimestrielle

Constats :

Les résultats d'auto-surveillance extraits de GIDAF ont été vus de janvier 2024 à décembre 2024.

NB : le cadre de surveillance prescrit par le présent article a été établi en tenant compte :

- des limites réglementaires issues de l'arrêté ministériel du 02/02/98 applicable au site,
- de la compatibilité des rejets dans le milieu récepteur final,
- des rejets réels du site.

VLE = Valeur Limite d'Émission

L'inspection constate des **non-conformités majeures** sur les paramètres suivants :

- le zinc (1383) : 100 % des analyses sont non-conformes en concentration et en flux soit 4 mesures sur 4 avec un maximum à 32 mg/l (VLE à 0,8 mg/l) et 192 g/j (VLE à 4,8 g/j). Les dépassements sont tous supérieurs à 100 % de la VLE,

la VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/98 est identique à celle de la présente prescription, le flux réel rejeté représente au maximum 22 % du flux admissible* pour le milieu récepteur final.

- le nickel (1386) : 100 % des analyses sont non-conformes en concentration soit 4 mesures sur 4 et 75% des analyses sont non-conformes en flux soit 3 mesures sur 4 avec un maximum à 8,1 mg/l (VLE applicable à 0,2 mg/l) et 40,5 g/j (VLE à 4,8 g/j). 2 dépassements sont supérieurs à 100 % de la VLE,

la VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/98 est de 0,2 mg/l pour un flux supérieur à 5 g/j. Ainsi, dès lors que le flux rejeté dépasse 5 g/j, la valeur limite d'émission applicable est la plus contraignante donc celle de l'arrêté ministériel du 02/02/98 à 0,2 mg/l. Le flux réel rejeté représente au maximum 9 % du flux admissible* pour le milieu récepteur final.

- le Fer+Aluminium (7714) : 75 % des analyses sont non-conformes en concentration et en flux soit 3 mesures sur 4 avec un maximum à 46,17 mg/l (VLE à 5 mg/l) et 277 g/j (VLE à 30 g/j). Les dépassements sont tous supérieurs à 100 % de la VLE.

la VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/98 est identique à celle de la présente prescription.

- la DBO₅ (1313) : 100 % des analyses sont non-conformes en concentration soit 4 mesures sur 4 et 75% des analyses sont non-conformes en flux soit 3 mesures sur 4 avec un maximum à 4100 mg/l (VLE à 400 mg/l) et 24,6 kg/j (VLE à 2,4 kg/j). Les dépassements sont tous supérieurs à 100 % de la VLE,

la VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/98 est de 800 mg/l pour un rejet raccordé, le flux réel rejeté représente moins de 1 % du flux admissible* pour le milieu récepteur final. La VLE de l'APC a été fixée à 400 mg/l ce qui correspondait à la réalité des rejets au moment de l'instruction.

- la DCO (1314) : 75 % des analyses sont non-conformes en concentration soit 3 mesures sur 4 avec un maximum à 7270 mg/l (VLE à 2000 mg/l) et 50 % des analyses sont non-conformes en flux soit 2 mesures sur 4 avec un maximum à 43,62 kg/j (VLE à 12 kg/j),

la VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/98 est identique à celle de la présente prescription, le flux réel rejeté représente moins de 1 % du flux admissible* pour le milieu récepteur final.

- l'azote global (1551) : 25 % des analyses sont non-conformes en concentration et en flux soit 1 mesure sur 4 avec une valeur de 256 mg/l (VLE à 90 mg/l) et 1,28 kg/j (VLE à 540 g/j). Le dépassement est supérieur à 100 % de la VLE,

la VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/98 est de 150 mg/l pour un rejet raccordé, le flux réel rejeté représente moins de 1 % du flux admissible* pour le milieu récepteur final. La VLE de l'APC a été fixée à 90 mg/l ce qui correspondait à la réalité des rejets au moment de l'instruction.

L'inspection constate des **non-conformités** sur les paramètres suivants :

- le débit moyen journalier (1552) : 20 % des analyses sont non-conformes soit 72 mesures sur 366 avec un maximum à 12 m³/j (VLE à 6 m³/j). Ces dépassements sont constants tout au long de l'année,

- le phosphore total (1350) : 50 % des analyses sont non-conformes en concentration et en flux soit 2 mesures sur 4 avec un maximum à 42 mg/l (VLE à 10 mg/l) et 252 g/j (VLE à 60 g/j),

la VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/98 est de 50 mg/l pour un rejet raccordé, le flux réel rejeté représente moins de 1 % du flux admissible* pour le milieu récepteur final. La VLE de l'APC a été fixée à 10 mg/l ce qui correspondait à la réalité des rejets au moment de l'instruction.

- le cuivre (1392) : 25 % des analyses sont non-conformes en concentration soit 1 mesure sur 4 avec un maximum à 0,7 mg/l (VLE à 0,5 mg/l) et 2,8 g/j (VLE à 3 g/j),

la VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/98 est de 0,150 mg/l pour un flux supérieur à 5 g/j, cette VLE n'est pas déclenchée.

L'exploitant explique ces dépassements par l'augmentation de l'activité du site (+15 % par an ces 5 dernières années), cela génère une quantité d'eau industrielle supplémentaire à traiter. La capacité de la station de traitement étant fixe, les temps de séjour sont raccourcis, ainsi la station est dimensionnée pour traiter 4 à 5 m³ d'eau par jour et elle en traite aujourd'hui 12 m³, par ailleurs la station, installée il y a 20 ans, est maintenant obsolète.

L'inspection n'a **pas d'observation** sur les paramètres suivants :

- la température (1301),
- le pH (1302),
- les AOX (1106),
- les MES (1305)
- le plomb (1382)

<ul style="list-style-type: none"> - les hydrocarbures totaux (7009), - l'ion fluorure (7073), <p>*Le flux admissible correspond à la charge de polluant que la masse d'eau réceptrice finale est en mesure d'accepter, il s'évalue avec la formule suivante : flux admissible par la masse d'eau= [NQE/limite de classe d'état] x QMNA5</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Gestion des ouvrages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/12/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de (pré-)traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informera le gestionnaire du réseau d'assainissement communal et celui de la station d'épuration communale ; il mettra en œuvre un plan d'action visant à un retour à une situation normale dans les meilleurs délais.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a recherché comment réduire la quantité de polluant se retrouvant dans les eaux en travaillant sur la fréquence des ultra-sons de manière à protéger au maximum l'intégrité des produits traités, ce qui limite notamment les résidus de métaux qui se retrouvent dans l'eau.</p> <p>De plus, la station de traitement des eaux industrielles, étant obsolète, aucune remise à niveau n'est possible pour améliorer son rendement, c'est pourquoi l'exploitant a choisi de remplacer cette station de traitement pour passer à une production sans rejet aqueux à l'extérieur du site. Cette nouvelle station, dont l'installation est prévue avant l'été 2025, est constituée d'un traitement physico-chimique, d'une évapo-concentration et d'une ultra-filtration avant renvoi des eaux dans le procédé de traitement.</p> <p>En complément, l'exploitant a recherché comment réduire la pollution transférée dans les eaux via un dépoussiérage préalable des pièces qui limitera la charge polluante transférée dans l'eau. Une solution technique a été trouvée mais l'exploitant ne dispose pas de l'espace physique nécessaire à sa mise en place. Son installation sera prévue dans le cadre du projet d'agrandissement de l'usine.</p> <p>Non-conformité majeure :</p> <p>L'exploitant n'a pas informé le gestionnaire du réseau d'assainissement communal des dépassements constatés au point de contrôle n°3. Par ailleurs, aucune action concrète n'a été mise en place visant un retour à une situation normale dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois